**QUESTIONS FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES**

UNEP/CMS/COP13/Doc.13.2

*(Préparé par le Groupe de travail sur le budget)*

PROJET DE RÉSOLUTION

*Rappelant* le paragraphe 4 de l’Article VII de la Convention qui dispose que:

« La Conférence des Parties établit le règlement financier de la présente Convention et le soumet à un examen régulier. La Conférence des Parties à chacune de ses sessions ordinaires adopte le budget pour l’exercice suivant. Chacune des Parties contribue à ce budget selon un barème qui sera convenu par la Conférence »;

*Sachant* qu’il est important que toutes les Parties soient en mesure de contribuer à la mise en œuvre de la Convention et des activités connexes;

*Prenant note* du nombre croissant de Parties d’autres pays ainsi que d’organisations qui participent comme observateurs aux réunions de la Conférence des Parties et des dépenses supplémentaires qui en résultent pour les Parties;

*Notant* que le niveau actuel du solde du Fonds d’affectation spéciale et la tendance haussière des soldes en fin d’exercice des arriérés des Parties ne permettent pas de prélever sur le solde du Fonds d’affectation spéciale pour contribuer au financement du budget actuel car cela pourrait avoir une influence défavorable sur les liquidités du Fonds;

*Ayant examiné* le Programme de travail proposé pour la période intersession entre la COP13 et la COP14 soumis par le Secrétariat;

*La Conférence des Parties à la*

*Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Confirme* que toutes les Parties devraient contribuer au budget adopté à l’échelle convenue par la Conférence des Parties conformément au paragraphe 4 de l’article VII de la Convention;
2. *Adopte* le budget pour la période 2021 - 2023 figurant à l’Annexe 1 de la présente Résolution;
3. *Adopte* l’échelle des contributions des Parties à la Convention dans l’Annexe telle qu’elle figure à l’Annexe 2 de la présente Résolution et *décide* d’appliquer cette échelle de façon proportionnelle aux nouvelles Parties;
4. *Approuve* que l’échelle des contributions comme figurant à l’Annexe 2 ne sera pas ajustée à la baisse si de nouvelles Parties adhèrent à la Convention après l'adoption de la présente Résolution;
5. *Prie* les Parties tout particulièrement celles qui doivent payer un faible montant de contributions d’envisager de payer en un seul versement leurs contributions pour la période triennale;
6. *Prie instamment* toutes les Parties de s’acquitter de leurs contributions dès que possible de préférence avant la fin du mois de mars de l’année à laquelle elles se rapportent et si les Parties le souhaitent d’informer le Secrétariat si elles préfèrent recevoir une seule facture couvrant tout la période triennale;
7. *Constate* avec préoccupation qu’un certain nombre de Parties n’ont pas versé leurs contributions au budget principal pour l’année 2019 et les précédentes années dues le 1er janvier de chaque année ayant un impact défavorable sur la mise en œuvre de la Convention;
8. *Prie instamment* les Parties ayant des arriérés de coopérer avec le Secrétariat pour organiser le paiement de leurs contributions non réglées sans délai;
9. *Décide* d’établir le seuil d’éligibilité pour financer la participation des délégués aux réunions de la Convention à 0.200 pour cent sur le barème des quotes-parts des Nations Unies et en règle générale également d’exclure d’une telle éligibilité les pays de l’Union Européenne les pays européens qui ont une forte économie et/ou les pays qui ont des retards de paiement de trois ans ou plus;
10. *Décide* que les représentants des pays dont les arriérés de paiement sont de trois ans ou plus ne devraient pas exercer de fonction au sein des organes de la Convention et devraient se voir refuser le droit de vote, et *prie* le Secrétaire exécutif d’étudier avec ces Parties des approches innovantes pour identifier des financements possibles afin de régler leurs arriérés avant la prochaine réunion;
11. *Décide* que les Résolutions adoptées par la Conférence des Parties mettant en place entre autres des organes des mécanismes ou des activités qui ont des répercussions financières non prévues à l’Annexe 1 sont tributaires des fonds disponibles provenant de contributions volontaires;
12. *Encourage* toutes les Parties à verser des contributions volontaires au Fonds d’affectation spéciale – MVL[[1]](#footnote-1) pour appuyer les demandes faites par les pays en développement de participer à la Convention et de contribuer à sa mise en œuvre pendant toute la période triennale;
13. *Invite* toutes les Parties à verser des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale de la Convention – MSL[[2]](#footnote-2) pour financer le budget de base du Secrétariat;
14. *Approuve* le Programme de travail pour la période intersession entre la COP13 et la COP14 tel qu’énoncé à l’Annexe 6 pour aider les Parties à identifier les activités et projets clés en cours qui ne sont pas couverts par le budget de base qu’elles entendent financer;
15. *Encourage* les États qui ne sont pas Parties à la Convention ainsi que les organisations gouvernementales intergouvernementales et non-gouvernementales et d’autres entités à envisager de verser des contributions au Fonds d’affectation spéciale ou pour des activités spécifiques;
16. *Décide* que le Secrétaire exécutif, sous réserve de l’approbation du Comité permanent et dans les cas urgents avec l’approbation du Président du Comité permanent uniquement, est habilité à dépenser ou à utiliser des fonds économisés sur l’exécution du budget de base et des fonds provenant de nouvelles Parties à la Convention pour des activités figurant dans le Programme de travail chiffré approuvé non couvertes par le budget de base;
17. *Approuve* la création en priorité d’un nouveau poste à temps complet niveau P2 de Jeuneexpert associé – Espèces aviaires;
18. *Décide* que le Secrétaire exécutif est habilité à prendre les décisions relatives à la dotation en personnel nécessaires pour mettre en œuvre les priorités des Parties conformément au Programme de travail, à condition que les incidences de ces décisions puissent être couvertes par le budget existant*;*
19. *Prie* le Secrétaire exécutif de préparer des propositions budgétaires sur le même modèle, notamment un tableau des effectifs indiquant les postes qui sont pourvus au sein du Secrétariat pour examen par de prochaines sessions de la Conférence des Parties, y compris, au minimum, un scénario de budget à croissance nominale zéro et un scénario de budget à croissance réelle zéro, en consultation avec le Sous-comité des finances et du budget;
20. *Adopte* le tableau des effectifs du Secrétariat, tel qu’il figure à l’Annexe 3, utilisé à des fins de fixation des coûts pour établir le budget général;
21. *Encourage* le Secrétaire exécutif conformément aux règles des Nations Unies à utiliser les opportunités offertes par les postes vacants pour renforcer les capacités du Secrétariat dans les limites du budget assigné y compris en effectuant des changements structurels;
22. *Invite* les Parties à examiner la possibilité de financer des Jeunes experts associés (JEA) et/ou de fournir gratuitement du personnel ou des experts techniques au Secrétariat afin d’accroître ses capacités techniques;
23. *Demande* au Sous-Comité des finances et du budget du Comité permanent*:*

i) de se réunir un jour avant le début de chaque réunion ordinaire du Comité permanent et de mener leurs travaux intersessions par des moyens électroniques ou d’autres moyens;

ii) de travailler avec le Secrétariat pour préparer tous les documents financiers et budgétaires soumis à l’examen du Comité permanent ; et

iii) de fonctionner dans le cadre du mandat énoncé dans l’Annexe 4 à la présente Résolution;

1. *Confirme* que le Secrétariat de la CMS continuera de fournir des services de secrétariat à l’ASCOBANS, au MdE IOSEA, au MdE Requins et à l’Accord sur les gorilles pendant le prochain exercice triennal;
2. *Demande* au Directeur exécutif de l’ONU Environnement de continuer à intégrer différents aspects du Programme de travail de la Convention dans le Programme de travail du Programme des Nations Unies pour l'environnement et d’envisager selon qu’il convient de fournir un appui financier à des activités spécifiques de la CMS dans ce contexte;
3. *Demande* au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement de prolonger la durée du Fonds d’affectation spéciale de la Convention – MSL jusqu’au 31 décembre 2023;
4. *Approuve* le mandat pour l’administration du Fonds d’affectation spéciale tel qu’énoncé à l’Annexe 5 de la présente Résolution pour la période allant de 2021 à 2023;
5. *Décide* que toutes les contributions au Fonds d’affectation spéciale seront réglées en euros;
6. *Décide également* que le fonds de roulement devrait être maintenu à un niveau constant d’au moins 15 pour cent des dépenses annuelles estimées ou de 500 000 USD, le plus élevé de ces deux montants étant retenu;
7. *Demande* au Secrétariat de surveiller attentivement les variations des taux de change et d’ajuster le niveau des dépenses selon que de besoin; et décide que le Secrétariat en dernier ressort peut demander au Comité permanent d’effectuer un prélèvement sur le Fonds d’affectation spéciale à titre exceptionnel; et
8. *Abroge* la Résolution 12.2, les contributions ordinaires des Parties servant à financer le budget 2018-2020 telles qu’établies à l’Annexe 2 de la Résolution étant néanmoins conservées.

|  |
| --- |
| **ANNEXE 1** |
| **BUDGET POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2021-2023**  |
| **(tous les chiffres sont en euros)** |
|  |   |   |   |   |
| ***Objet de dépense***  | ***2021***  | ***2022***  | ***2023***  |  ***Total***  |
| **Coûts de personnel** |  |  |  |  |
| Personnel professionnel  | 1,530,179  | 1,560,782  | 1,591,998  | 4,682,959  |
| Personnel des services généraux | 497,405  | 507,353  | 517,500  | 1,522,259  |
| **Sous-total** | **2,027,584**  | **2,068,136**  | **2,109,499**  | **6,205,219**  |
| **Services contractuels** |  |  |  |  |
| Services contractuels (traductions et rédaction des rapports) | 95,687  | 97,601  | 99,553  | 292,841  |
| Services des organes directeurs (traductions interprétation) |  -  |  -  | 325,868  | 325,868  |
| Matériel d’information et production de documents  | 13,530  | 13,801  | 14,077  | 41,408  |
| **Sous-total** | **109,217**  | **111,402**  | **439,498**  | **660,117**  |
| **Coûts de fonctionnement** |  |  |  |  |
| Outils TIC développement et maintenance du site Web | 7,036  | 7,177  | 7,320  | 21,532  |
| Évolution du personnel (formation retraite) | 20,824  | 21,241  | 21,666  | 63,731  |
| Services de technologie de l’information (y compris UNV) | 75,770  | 77,286  | 78,831  | 231,887  |
| Services de bureautique (location d’imprimantes hébergements) | 10,824  | 11,041  | 11,262  | 33,127  |
| Service de communication et courrier | 10,000  | 10,200  | 10,404  | 30,604  |
| Divers | 4,046  | 4,127  | 4,210  | 12,383  |
| **Sous-total** | **128,501**  | **131,071**  | **133,692**  | **393,264**  |
| **Fournitures** |  |  |  |  |
| Fournitures de bureau | 6,278  | 6,404  | 6,532  | 19,214  |
| **Sous-total** | **6,278**  | **6,404**  | **6,532**  | **19,214**  |
| **Équipement** |  |  |  |  |
| Équipement non-durable | 11,366  | 11,593  | 11,825  | 34,783  |
| **Sous-total** | **11,366**  | **11,593**  | **11,825**  | **34,783**  |
| Voyages  |  |  |  |  |
| Déplacements du personnel | 68,951  | 70,330  | 71,737  | 211,017  |
| Déplacements du personnel - COP14 |  -  |  -  | 59,688  | 59,688  |
| Réunions du Comité permanent | 24,371  | 24,858  |  -  | 49,229  |
| Réunions du Conseil scientifique | 55,633  | 56,746  |  -  | 112,379  |
| **Sous-total** | **148,955**  | **151,934**  | **131,424**  | **432,313**  |
| **Total**  | **2,431,901**  | **2,480,539**  | **2,832,470**  | **7,744,910**  |
| Dépenses d’appui au programme | 316,147  | 322,470  | 368,221  | 1,006,838  |
| **Grand total**  | **2,748,048**  | **2,803,009**  | **3,200,691**  | **8,751,748**  |

**ANNEXE 2**

**CONTRIBUTIONS ORDINAIRES POUR LA CONVENTION**

**DURANT LA PÉRIODE TRIENNALE 2021-2023**

 **(tous les chiffres sont en euros)**

| **N°** | **Partie** | **Barème de l’ONU 2019** | **Barème ajusté****%** | **2021** | **2022** | **2023** | **Total** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | Afghanistan | 0.007 | 0.0157  |  431  |  439  |  502  |  1,372  |
| 2 | Albanie | 0.008 | 0.0179  |  492  |  502  |  573  |  1,568  |
| 3 | Algérie | 0.138 | 0.3090  |  8,491  |  8,661  |  9,890  |  27,043  |
| 4 | Angola | 0.010 | 0.0224  |  615  |  628  |  717  |  1,960  |
| 5 | Antigua-et-Barbuda | 0.002 | 0.0045  |  123  |  126  |  143  |  392  |
| 6 | Argentine | 0.915 | 2.0488  |  56,302  |  57,428  |  65,575  |  179,305  |
| 7 | Arménie | 0.007 | 0.0157  |  431  |  439  |  502  |  1,372  |
| 8 | Australie | 2.210 | 4.9484  |  135,986  |  138,705  |  158,384  |  433,075  |
| 9 | Autriche | 0.677 | 1.5159  |  41,657  |  42,490  |  48,519  |  132,666  |
| 10 | Bangladesh | 0.010 | 0.0224  |  615  |  628  |  717  |  1,960  |
| 11 | Biélorussie | 0.049 | 0.1097  |  3,015  |  3,075  |  3,512  |  9,602  |
| 12 | Belgique | 0.821 | 1.8383  |  50,518  |  51,528  |  58,839  |  160,885  |
| 13 | Bénin | 0.003 | 0.0067  |  185  |  188  |  215  |  588  |
| 14 | Bolivie (État plurinational de) | 0.016 | 0.0358  |  985  |  1,004  |  1,147  |  3,135  |
| 15 | Bosnie Herzégovine | 0.012 | 0.0269  |  738  |  753  |  860  |  2,352  |
| 16 | Brésil | 2.948 | 6.6009  |  181,396  |  185,024  |  211,275  |  577,695  |
| 17 | Bulgarie | 0.046 | 0.1030  |  2,830  |  2,887  |  3,297  |  9,014  |
| 18 | Burkina Faso | 0.003 | 0.0067  |  185  |  188  |  215  |  588  |
| 19 | Burundi | 0.001 | 0.0022  |  62  |  63  |  72  |  196  |
| 20 | Cabo Verde | 0.001 | 0.0022  |  62  |  63  |  72  |  196  |
| 21 | Cameroun | 0.013 | 0.0291  |  800  |  816  |  932  |  2,548  |
| 22 | Tchad | 0.004 | 0.0090  |  246  |  251  |  287  |  784  |
| 23 | Chili | 0.407 | 0.9113  |  25,044  |  25,544  |  29,169  |  79,756  |
| 24 | Congo | 0.006 | 0.0134  |  369  |  377  |  430  |  1,176  |
| 25 | Îles Cook | 0.001 | 0.0022  |  62  |  63  |  72  |  196  |
| 26 | Costa Rica | 0.062 | 0.1388  |  3,815  |  3,891  |  4,443  |  12,150  |
| 27 | Côte d’Ivoire | 0.013 | 0.0291  |  800  |  816  |  932  |  2,548  |
| 28 | Croatie | 0.077 | 0.1724  |  4,738  |  4,833  |  5,518  |  15,089  |
| 29 | Cuba | 0.080 | 0.1791  |  4,923  |  5,021  |  5,733  |  15,677  |
| 30 | Chypre | 0.036 | 0.0806  |  2,215  |  2,259  |  2,580  |  7,055  |
| 31 | Tchéquie | 0.311 | 0.6964  |  19,136  |  19,519  |  22,288  |  60,944  |
| 32 | République Démocratique du Congo | 0.010 | 0.0224  |  615  |  628  |  717  |  1,960  |
| 33 | Danemark | 0.554 | 1.2405  |  34,089  |  34,770  |  39,704  |  108,563  |
| 34 | Djibouti | 0.001 | 0.0022  |  62  |  63  |  72  |  196  |
| 35 | République Dominicaine | 0.053 | 0.1187  |  3,261  |  3,326  |  3,798  |  10,386  |
| 36 | Équateur | 0.080 | 0.1791  |  4,923  |  5,021  |  5,733  |  15,677  |
| 37 | Egypte | 0.186 | 0.4165  |  11,445  |  11,674  |  13,330  |  36,449  |
| 38 | Guinée Équatoriale | 0.016 | 0.0358  |  985  |  1,004  |  1,147  |  3,135  |
| 39 | Erithrée | 0.001 | 0.0022  |  62  |  63  |  72  |  196  |
| 40 | Estonie | 0.039 | 0.0873  |  2,400  |  2,448  |  2,795  |  7,643  |
| 41 | Eswatini | 0.002 | 0.0045  |  123  |  126  |  143  |  392  |
| 42 | Ethiopie | 0.010 | 0.0224  |  615  |  628  |  717  |  1,960  |
| 43 | Union européenne |  | 2.5000  |  68,701  |  70,075  |  80,017  |  218,794  |
| 44 | Fidji | 0.003 | 0.0067  |  185  |  188  |  215  |  588  |
| 45 | Finlande | 0.421 | 0.9427  |  25,905  |  26,423  |  30,172  |  82,500  |
| 46 | France | 4.427 | 9.9126  |  272,402  |  277,850  |  317,270  |  867,522  |
| 47 | Gabon | 0.015 | 0.0336  |  923  |  941  |  1,075  |  2,939  |
| 48 | Gambie | 0.001 | 0.0022  |  62  |  63  |  72  |  196  |
| 49 | Géorgie | 0.008 | 0.0179  |  492  |  502  |  573  |  1,568  |
| 50 | Allemagne | 6.090 | 13.6362  |  374,730  |  382,224  |  436,453  | 1,193,406  |
| 51 | Ghana | 0.015 | 0.0336  |  923  |  941  |  1,075  |  2,939  |
| 52 | Grèce | 0.366 | 0.8195  |  22,521  |  22,971  |  26,230  |  71,722  |
| 53 | Guinée | 0.003 | 0.0067  |  185  |  188  |  215  |  588  |
| 54 | Guinée-Bissau | 0.001 | 0.0022  |  62  |  63  |  72  |  196  |
| 55 | Honduras | 0.009 | 0.0202  |  554  |  565  |  645  |  1,764  |
| 56 | Hongrie | 0.206 | 0.4613  |  12,676  |  12,929  |  14,763  |  40,368  |
| 57 | Inde | 0.834 | 1.8674  |  51,318  |  52,344  |  59,770  |  163,432  |
| 58 | Iran (République islamique d) | 0.398 | 0.8912  |  24,490  |  24,980  |  28,524  |  77,993  |
| 59 | Iraq | 0.129 | 0.2888  |  7,938  |  8,096  |  9,245  |  25,279  |
| 60 | Irlande | 0.371 | 0.8307  |  22,828  |  23,285  |  26,589  |  72,702  |
| 61 | Israël | 0.490 | 1.0972  |  30,151  |  30,754  |  35,117  |  96,021  |
| 62 | Italie | 3.307 | 7.4048  |  203,486  |  207,556  |  237,003  |  648,045  |
| 63 | Jordanie | 0.021 | 0.0470  |  1,292  |  1,318  |  1,505  |  4,115  |
| 64 | Kazakhstan | 0.178 | 0.3986  |  10,953  |  11,172  |  12,757  |  34,881  |
| 65 | Kenya | 0.024 | 0.0537  |  1,477  |  1,506  |  1,720  |  4,703  |
| 66 | Kirghizistan | 0.002 | 0.0045  |  123  |  126  |  143  |  392  |
| 67 | Lettonie | 0.047 | 0.1052  |  2,892  |  2,950  |  3,368  |  9,210  |
| 68 | Liban | 0.047 | 0.1052  |  2,892  |  2,950  |  3,368  |  9,210  |
| 69 | Libéria | 0.001 | 0.0022  |  62  |  63  |  72  |  196  |
| 70 | Libye | 0.030 | 0.0672  |  1,846  |  1,883  |  2,150  |  5,879  |
| 71 | Liechtenstein | 0.009 | 0.0202  |  554  |  565  |  645  |  1,764  |
| 72 | Lituanie | 0.071 | 0.1590  |  4,369  |  4,456  |  5,088  |  13,913  |
| 73 | Luxembourg | 0.067 | 0.1500  |  4,123  |  4,205  |  4,802  |  13,129  |
| 74 | Madagascar | 0.004 | 0.0090  |  246  |  251  |  287  |  784  |
| 75 | Malawi | 0.002 | 0.0045  |  123  |  126  |  143  |  392  |
| 76 | Maldives | 0.004 | 0.0090  |  246  |  251  |  287  |  784  |
| 77 | Mali | 0.004 | 0.0090  |  246  |  251  |  287  |  784  |
| 78 | Malte | 0.017 | 0.0381  |  1,046  |  1,067  |  1,218  |  3,331  |
| 79 | Mauritanie | 0.002 | 0.0045  |  123  |  126  |  143  |  392  |
| 80 | Maurice | 0.011 | 0.0246  |  677  |  690  |  788  |  2,156  |
| 81 | Monaco | 0.011 | 0.0246  |  677  |  690  |  788  |  2,156  |
| 82 | Mongolie | 0.005 | 0.0112  |  308  |  314  |  358  |  980  |
| 83 | Monténégro | 0.004 | 0.0090  |  246  |  251  |  287  |  784  |
| 84 | Maroc | 0.055 | 0.1232  |  3,384  |  3,452  |  3,942  |  10,778  |
| 85 | Mozambique | 0.004 | 0.0090  |  246  |  251  |  287  |  784  |
| 86 | Pays-Bas | 1.356 | 3.0362  |  83,437  |  85,106  |  97,181  |  265,724  |
| 87 | Nouvelle-Zélande | 0.291 | 0.6516  |  17,906  |  18,264  |  20,855  |  57,025  |
| 88 | Niger | 0.002 | 0.0045  |  123  |  126  |  143  |  392  |
| 89 | Nigeria | 0.250 | 0.5598  |  15,383  |  15,691  |  17,917  |  48,990  |
| 90 | Macédoine du Nord | 0.007 | 0.0157  |  431  |  439  |  502  |  1,372  |
| 91 | Norvège | 0.754 | 1.6883  |  46,395  |  47,323  |  54,037  |  147,755  |
| 92 | Pakistan | 0.115 | 0.2575  |  7,076  |  7,218  |  8,242  |  22,536  |
| 93 | Palaos | 0.001 | 0.0022  |  62  |  63  |  72  |  196  |
| 94 | Panama | 0.045 | 0.1008  |  2,769  |  2,824  |  3,225  |  8,818  |
| 95 | Paraguay | 0.016 | 0.0358  |  985  |  1,004  |  1,147  |  3,135  |
| 96 | Pérou | 0.152 | 0.3403  |  9,353  |  9,540  |  10,893  |  29,786  |
| 97 | Philippines | 0.205 | 0.4590  |  12,614  |  12,866  |  14,692  |  40,172  |
| 98 | Pologne | 0.802 | 1.7958  |  49,349  |  50,336  |  57,477  |  157,161  |
| 99 | Portugal | 0.350 | 0.7837  |  21,536  |  21,967  |  25,083  |  68,587  |
| 100 | République de Moldavie | 0.003 | 0.0067  |  185  |  188  |  215  |  588  |
| 101 | Roumanie | 0.198 | 0.4433  |  12,183  |  12,427  |  14,190  |  38,800  |
| 102 | Rwanda | 0.003 | 0.0067  |  185  |  188  |  215  |  588  |
| 103 | Samoa | 0.001 | 0.0022  |  62  |  63  |  72  |  196  |
| 104 | Sao Tomé et Principe | 0.001 | 0.0022  |  62  |  63  |  72  |  196  |
| 105 | Arabie Saoudite | 1.172 | 2.6242  |  72,115  |  73,558  |  83,994  |  229,667  |
| 106 | Sénégal | 0.007 | 0.0157  |  431  |  439  |  502  |  1,372  |
| 107 | Serbie | 0.028 | 0.0627  |  1,723  |  1,757  |  2,007  |  5,487  |
| 108 | Seychelles | 0.002 | 0.0045  |  123  |  126  |  143  |  392  |
| 109 | Slovaquie | 0.153 | 0.3426  |  9,414  |  9,603  |  10,965  |  29,982  |
| 110 | Slovénie | 0.076 | 0.1702  |  4,676  |  4,770  |  5,447  |  14,893  |
| 111 | Somalie | 0.001 | 0.0022  |  62  |  63  |  72  |  196  |
| 112 | Afrique du Sud | 0.272 | 0.6090  |  16,737  |  17,071  |  19,493  |  53,302  |
| 113 | Espagne | 2.146 | 4.8051  |  132,048  |  134,689  |  153,798  |  420,534  |
| 114 | Sri Lanka | 0.044 | 0.0985  |  2,707  |  2,762  |  3,153  |  8,622  |
| 115 | Suède | 0.906 | 2.0286  |  55,748  |  56,863  |  64,930  |  177,541  |
| 116 | Suisse | 1.151 | 2.5772  |  70,823  |  72,240  |  82,489  |  225,552  |
| 117 | République arabe syrienne | 0.011 | 0.0246  |  677  |  690  |  788  |  2,156  |
| 118 | Tadjikistan | 0.004 | 0.0090  |  246  |  251  |  287  |  784  |
| 119 | Togo | 0.002 | 0.0045  |  123  |  126  |  143  |  392  |
| 120 | Trinité-et-Tobago | 0.040 | 0.0896  |  2,461  |  2,511  |  2,867  |  7,838  |
| 121 | Tunisie | 0.025 | 0.0560  |  1,538  |  1,569  |  1,792  |  4,899  |
| 122 | Ouganda | 0.008 | 0.0179  |  492  |  502  |  573  |  1,568  |
| 123 | Ukraine | 0.057 | 0.1276  |  3,507  |  3,577  |  4,085  |  11,170  |
| 124 | Emirats Arabes Unis | 0.616 | 1.3793  |  37,904  |  38,662  |  44,147  |  120,712  |
| 125 | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 4.567 | 10.2260  |  281,016  |  286,637  |  327,304  |  894,957  |
| 126 | République-Unie de Tanzanie | 0.010 | 0.0224  |  615  |  628  |  717  |  1,960  |
| 127 | Uruguay | 0.087 | 0.1948  |  5,353  |  5,460  |  6,235  |  17,049  |
| 128 | Ouzbékistan | 0.032 | 0.0717  |  1,969  |  2,008  |  2,293  |  6,271  |
| 129 | Yémen | 0.010 | 0.0224  |  615  |  628  |  717  |  1,960  |
| 130 | Zimbabwe | 0.005 | 0.0112  |  308  |  314  |  358  |  980  |
|  | **Grand Total** | **43.544** | **100.00** | **2,748,048**  | **2,803,009**  | **3,200,691**  | **8,751,748**  |

**AnnexE 3**

**tableAU DES EFFECTIFS**

|  |  |
| --- | --- |
|  |  **2021-2023**  |
| **Postes professionnels et supérieurs** |  |
| D-1 |  0.97  |
| P-5 |  0.85  |
| P-4 |  3.85  |
| P-3 |  1.2  |
| P-2\* |  3.75  |
| **Sous-total** |  **10.62**  |
| **Postes d’agents des services généraux** |  |
| G-7 |  1  |
| G-6 |  1  |
| G-5 |  1.5  |
| G-4 |  3.5 |
| **Sous-total** |  **7** |
| **Total** |  **17.62**  |

**\*** Comprend le nouveau poste de Jeune expert associé – Espèces aviaires

**AnnexE 4**

**MANDAT DU SOUS-COMITÉ DES FINANCES ET DU BUDGET**

1. *Composition du Sous-Comité:*

1. Le Sous-Comité des finances et du budget sera composé de membres du Comité permanent avec un représentant de pays provenant de chacune des régions de la CMS nommé par la région; et

b) Le Sous-Comité élit un Président parmi ses membres.

2. *Réunions et mode de fonctionnement du Sous-Comité:*

1. Le Sous-Comité se réunira en session close (c.-à-d. que seulement les membres du Sous-Comité les observateurs provenant de Parties et le Secrétariat pourront assister) un jour avant chaque réunion du Comité permanent; et

b) Les membres du Sous-Comité communiqueront par voie électronique entre les réunions du Comité permanent. À cette fin le Secrétariat établira un forum sur son site Web qui permettra aux membres de communiquer et d’échanger des documents qui pourraient être lus par des Parties non membres et qui feront connaître leurs vues à leur représentant régional auprès du Sous-Comité

3. *Responsabilités des membres du Sous-Comité:*

Les membres du Sous-Comité recueilleront et présenteront les vues de leur région en accomplissant leurs tâches et feront rapport à leur région.

4. *Responsibilités du Sous-Comité:*

Afin de remplir le mandat de la Résolution 13X, le Sous-Comité devra :

* + 1. De manière générale considérer tous les aspects financiers et budgétaires de la Convention et formuler des recommandations à l’adresse du Comité Permanent. Le Sous-Comité devra s’attacher principalement à assurer la solvabilité de la Convention tout en fournissant les services d’appui essentiels pour le fonctionnement efficient et efficace de la Convention;
		2. Évaluer le programme de travail du Secrétariat et d’autres documents ayant des incidences budgétaires relativement:
			1. Aux devoirs et responsabilités du Secrétariat énoncés dans le texte de la Convention; et
			2. À l’assurance que les activités entreprises par le Secrétariat au titre du budget approuvé soient en accord avec les Résolutions et Décisions de la Conférence des Parties;
		3. Considérer les procédures administratives et d’autres aspects du financement et de la budgétisation de la Convention et formuler des recommandations visant à ce que les fonds soient utilisés avec plus d’efficacité;
		4. Utiliser l’information développée à travers les processus décrits dans les paragraphes a) à c):
1. préparer avec le Secrétariat tous les documents financiers et budgétaires à soumettre à l’examen du Comité Permanent;

ii) en outre développer le modèle de présentation du rapport afin d’assurer que les rapports financiers soient facilement compréhensibles et transparents et qu’ils permettent de prendre des décisions éclairées par rapport aux résultats financiers de la Convention;

iii) faire des recommandations au Comité Permanent sur tous les documents financiers et budgétaires et les propositions développées à travers ce processus; et

iv) par ailleurs aider le Comité permanent à donner un aperçu des questions financières et budgétaires y compris à préparer des documents pour les réunions de la Conférence des Parties;

* + 1. Tous les six mois le Secrétariat devra envoyer par voie électronique à tous les membres du Comité permanent un rapport qui identifie et explique toute dépense prévue qui dépasse le budget approuvé de plus de 20 pour cent pour la totalité des coûts de personnel ou s’il s’agit de coûts hors personnel pour chaque activité avec l’approche proposée pour gérer tout dépassement de coût prévu.

**AnnexE 5**

**MANDAT POUR L’ADMINISTRATION DU FONDS D’AFFECTATION SPÉCIALE POUR LA CONVENTION SUR LA CONSERVATION DES ESPÈCES MIGRATRICES APPARTENANT À LA FAUNE SAUVAGE**

1. Le Fonds d’affectation spéciale pour la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (auquel il est fait référence ici sous le nom de fonds d’affectation spéciale) devra être pérennisé sur une période de trois ans afin de soutenir financièrement les objectifs de la Convention.

2. La période financière durera trois années calendaires à partir du 1er janvier 2021 se terminera le 31 décembre 2023 et sera sujette à l’approbation de l’Assemblée des Nations Unies pour l’environnement.

3. Le fonds d’affectation spéciale continuera à être administré par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’environnement.

4. L’administration du fonds d’affectation spéciale sera soumise à la régulation et aux règles financières des Nations Unies à la réglementation du personnel des Nations Unies ainsi qu’à d’autres politiques ou procédures administratives promulguées par le Secrétaire général des Nations-Unies.

5. Conformément aux règles des Nations Unies, le Programme des Nations unies pour l’environnement déduira des dépenses du Fonds d’affectation spéciale les frais administratifs s’élevant à 13 pour cent des dépenses pesant sur ce fonds pour ce qui est des activités que ce fonds finance.

6. Les ressources financières du fonds d’affectation spéciale pour 2021-2023 proviendront:

1. des contributions faites par les Parties en référence à l’Annexe 2 y compris les contributions des nouvelles Parties; et
2. d’autres contributions des Parties ainsi que des subventions des Etats qui ne sont pas des Parties à la Convention de même qu’en provenance d’autres organisations gouvernementales intergouvernementales et non-gouvernementales ou d'autres sources.

7. Toutes les contributions au fonds d’affectation spéciale devront être payées en euros. Concernant les contributions des Etats qui deviennent Parties après le début de la période financière la contribution initiale (au premier jour du troisième mois après dépôt de l’instrument de ratification son acceptation ou acquisition jusqu’à la fin de la période financière) sera déterminée au prorata des contributions des autres Etats Parties et sera au même niveau que celui qui est appliqué sur l’échelle d’évaluation des Nations Unies – mesure appliquée occasionnellement. Cependant si la contribution d’une nouvelle Partie déterminée sur cette base devait être supérieure à 22 pourcent du budget la contribution de cette Partie devra être égale à 22 pourcent du budget de l’année financière au cours de laquelle la Partie a rejoint la Convention (ou au pro rata pour une année incomplète). L’échelle des contributions de toutes les Parties devra alors être revue par le Secrétariat le 1er janvier de l’année suivante. Les contributions devront faire l’objet de versements annuels. Les contributions seront dues les 1er janvier 2021 2022 et 2023.

8. Les contributions devront être versées sur le compte des Nations Unies sur la base de la facture fournie par le Programme des Nations unies pour l’environnement.

9. Dans l’intérêt des Parties pour chacune des années de la période financière le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l’environnement doit dès que possible notifier les Parties à la Convention du montant de leur contribution.

10. Les contributions reçues dans le fonds d’affectation spéciale qui ne sont pas immédiatement destinées à financer des activités doivent être investies à la discrétion des Nations Unies et tout revenu doit être crédité au fonds d’affectation spéciale.

11. Le fonds d’affectation spéciale sera sujet à audit par le comité des commissaires aux comptes des Nations Unies.

12. Les budgets estimés devant couvrir les revenus et dépenses de chacune des trois années calendaires constituant la période financière préparés en euros devront être soumis à la réunion de la conférence des Parties à la Convention.

13. Les estimations pour chacune des années calendaires couvertes par la période financière devront être divisées en sections et objets de dépenses devront être spécifiées en fonction des lignes de dépenses devront inclure des références aux programmes de travail auxquels elles sont apparentées et devront être accompagnées de certaines informations comme cela peut être requis par les contributeurs ou en leur nom ainsi que d’autres informations que le Directeur exécutif de l’ONU Environnement aura estimées utiles et recommandables. En particulier les estimations devront aussi être faites par programme de travail pour chacune des années calendaires les dépenses devant être spécifiées pour chaque programme de façon à ce qu’elles correspondent aux sections objets de dépenses et lignes budgétaires décrites dans la première phrase du présent paragraphe.

14. Le budget proposé avec toutes les informations nécessaires, notamment un tableau des effectifs du Secrétariat à des fins de fixation des coûts pour établir le budget général, sera transmis par le Secrétariat à toutes les Parties au moins 90 jours avant la date fixée pour l'ouverture de la réunion ordinaire de la conférence des Parties au cours de laquelle il sera examiné.

15. Le budget sera adopté par un vote unanime des Parties présentes et votantes à cette conférence des Parties.

16. Dans l’éventualité où le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l’environnement estimerait que les ressources pourraient être insuffisantes pour couvrir la totalité de la période financière le Directeur exécutif devra consulter le Secrétariat qui devra demander conseil au Comité permanent quant à ses priorités pour les dépenses.

17. On ne peut engager les ressources du fonds d’affectation spéciale que si elles sont couvertes par des revenus suffisants au niveau de la Convention.

18. À la demande du Secrétariat de la Convention après conseil du Comité permanent le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l’environnement doit de manière compatible avec les règles et la régulation financières des Nations Unies faire les transferts nécessaires d’une ligne de budget à l'autre. À la fin de la première année calendaire de la période financière le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l’environnement peut transférer tout solde restant des dotations à la deuxième année calendaire à condition que l’ensemble du budget approuvé par les Parties ne soit pas dépassé sauf consentement spécifique par écrit du Comité permanent.

19. À la fin de chaque année calendaire[[3]](#footnote-3) le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l’environnement devra soumettre aux Parties par le biais du Secrétariat de la CMS les comptes de fin d’année. Le Directeur exécutif devra aussi soumettre dès que possible les comptes audités pour la période financière. Ces comptes devront inclure tous les détails des dépenses réelles comparées aux provisions d’origine pour chaque ligne de budget.

20. Ces rapports financiers qui doivent être soumis par le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l’environnement seront simultanément transmis par le Secrétariat de la Convention aux membres du Comité permanent.

21. Le Secrétariat de la Convention devra fournir au Comité permanent une estimation des dépenses proposées pour l'année à venir simultanément à ou dès que possible après la distribution des comptes et des rapports auxquels il est fait référence dans les paragraphes précédents.

22. Le présent mandat sera en vigueur du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023.

**ANNEXE 6**

**PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA PÉRIODE INTERSESSION**

**ENTRE LA COP13 ET LA COP14**

[Téléchargé séparément]

1. Fonds général d’affectation spéciale de contributions volontaires destiné à appuyer la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS) [↑](#footnote-ref-1)
2. Fonds d’affectation spéciale destiné à appuyer la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS) [↑](#footnote-ref-2)
3. L'année calendaire du 1er janvier au 31 décembre est l’année de l’exercice comptable et financier mais la clôture officielle des comptes est le 31 mars de l'année suivante. Ainsi, le 31 mars, les comptes de l'exercice précédent doivent être clos et ce n’est qu’alors que le Directeur exécutif peut présenter les comptes de l’année civile précédente. [↑](#footnote-ref-3)